GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – INTERPELLATION

	Date	Heure	Numéro	Département(s)	
À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé:	24.06.2014	09:22	14.138	DFS	
	Annule et remplace	la motion 14.136			

Auteur(s): Carol Gehringer

Titre: Valorisation de la médiation et de la conciliation en matière de santé

Contenu:

ATTENTION: Interpellation primitivement déposée sous forme de motion.

Comment gérer la problématique de l'erreur médicale?

Quels sont les droits des patients face à l'erreur médicale?

Quels sont les outils mis à disposition pour régler des différends entre patient et médecin?

Pour résoudre les conflits entre patient et médecin par la médiation, il existe à notre connaissance dans notre canton deux entités actuellement BENEVOLES.

L'une est publique: l'Autorité de conciliation en matière de santé.

L'autre est associative: l'Association droitsdupatient.ch, qui propose des informations claires concernant les droits du patient et ces différents acteurs.

L'Autorité de conciliation est sous dotée. Une juge y travaille selon sa bonne volonté. Elle est sous utilisée par manque de moyens de communication et, par conséquence, elle est méconnue autant par les patients que par les professionnels.

Au vu de la gravité du problème, il nous semble important de valoriser le travail de cette Autorité en lui attribuant les moyens financiers qui lui permettront de développer les outils de communication et de médiation qui lui sont nécessaires.

De la sorte il lui sera possible d'améliorer sa visibilité et d'élargir son offre aux patients qui attendent parfois juste de l'empathie suite à un traitement problématique lors d'un séjour à l'hôpital ou en ambulatoire.

Développement:

Le bien être favorise la guérison de tous patients. Si un problème se produit pendant d'un traitement il est important de pouvoir être entendu, compris et d'obtenir des excuses afin d'accélérer le processus de rétablissement, ce qui participe à la diminution des coûts de la santé et des assurances.

L'article 27 de la loi de la santé propose en cas de problème une voie de droit par le dépôt d'une plainte auprès de l'autorité de conciliation, cependant elle ne parle pas de la médiation qui peut être si bénéfique

En 2008 le GC a accepté un postulat concernant l'instauration d'une médiation indépendante dans le domaine de la santé. Qu'en est-il?